ÉLECTIONS PRIMAIRES POUR LES SÉNATORIALES

Les contestataires du FLN sceptiques

Les membres de la cellule de suivi du Front de libération nationale estiment inutile la tenue d'élections primaires pour désigner les candidats aux sénatoriales de décembre prochain. Pour les contestataires, la direction du parti privilégiera «les businessmen» et autres «maquignons de la politique».

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) -La tension continue de monter au sein du Front de libération nationale.

La cellule de suivi, qui regroupe les opposants à l'actuelle direction, ont tenu, hier, une nouvelle rencontre régionale dans la localité de Aâmi-Moussa, dans la wilaya de Relizane.

Deux points principaux étaient inscrits à l'ordre du jour : la phase de renouvellement du Conseil de la nation et l'organisation d'une rencontre nationale de cette structure.

«Lors de cette réunion, à laquelle a participé l'ensemble des représentants des wilayas de l'ouest, nous avons longuement étudié la situation politique au niveau local.

Les faits relevés démontrent une nette volonté de la direction du parti à imposer certains individus comme candidats aux élections sénatoriales.

Ces personnes, des busnessmen en général, comptent sur leur argent pour décrocher des sièges au Sénat.

La situation est donc très grave», explique Azzi Benthabet, représentant de la cellule de suivi du FLN pour la région Ouest. Selon lui, l'organisation d'élections primaires n'aboutira à rien de probant.

«Nous avons tous vu ce qui s'est passé lors des sénatoriales de 2006 et à l'occasion de l'élaboration des listes des candidats au scrutin de 2007.

La direction du parti avait donné l'avantage aux maquignons de la politique. Nous estimons, donc, que les critères de sélection des candidats n'ont pas changé. D'où l'inutilité d'organiser des primaires.»

La cellule de suivi du FLN envisage même d'encourager les élus locaux qui se verraient écarter à se présenter en qualité de candidat indépendant.

«C'est une option qui est envisageable. Les militants sincères ne doivent pas avoir peur, il ne faut pas qu'ils se laissent faire. Nous serons présents pour les aider», assure Azzi Benthabet qui a été lui-même sénateur. Pour ce qui des aspects d'ordre organique, Benthabet a annoncé la tenue d'une série de réunions régionales au centre, à l'ouest et à l'est du pays.

«Le mouvement est en marche. Nous rencontrons un véritable engouement de la part de la base militante.

A titre indicatif, ces derniers jours, nous avons assisté à plusieurs rencontres informelles qui ont réuni des militants et d'anciens cadres du parti dans les villes de Mostaganem, Oran ou encore Sidi-Bel-Abbès.

L'objectif reste bien sûr la tenue d'une rencontre nationale qui aura lieu dans les prochaines semaines. Aujourd'hui, l'Algérie est à la croisée des chemins, comme ce fut le cas en 1988, en 1991 et en 1993. Nous sommes donc tenus de réagir», a souligné Azzi Benthabet.

T. H.

Photo : Samir Sid

Remous au sein de la cellule du FLN de Relizane.

COLLOQUE SUR LA MONDIALISATION À L'UNIVERSITÉ DE TIZI-OUZOU

«35 % des compagnies étrangères travaillant en Algérie déclarent avoir payé des pots-de-vin»

«L'économie algérienne dans la mondialisation : contraintes et atouts» est le thème d'un colloque international organisé par la faculté des sciences économiques et de gestion de l'Université Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou.

Les sujets développés au cours des travaux de la journée d'hier donnent un éclairage analytique sur des questions d'une actualité brûlante et qui sont en rapport avec la gouvernance de l'économique algérienne. Clotilde Champeyrache, maître de conférences à l'Université Paris VIII, s'est intéressée aux mécanismes de passation de marchés et des appels d'offres dans le BTPH et les risques criminels qui leur sont potentiellement liés.

Le dynamisme et l'expansion que connaît actuellement le secteur du BTPH en Algérie «n'attire pas que des entrepreneurs vertueux», dira l'universitaire qui a analysé l'exemple algérien sous le prisme des expériences italienne et chinoise où «la volonté de l'Etat de doter le pays d'infrastructures indispensables a pu être un facteur d'affirmation d'une criminalité organisée de type maffieux, infiltrant les activités légales dans une optique de privatisation de la richesse publique». L'auteur de la communication, qui a dressé un diagnostic des risques lié à l'usage privatif de l'argent public et aux dérives maffieuses inhérentes à la passation de marchés publics avec des conséquences négatives sur l'économie, dira, en s'appuyant sur les chiffres d'une enquête menée par Daniel Coffman de la Banque mondiale, que les risques de corruption «ne sont pas supposés mais avérés. Suite à un sondage effectué lors d'un forum international, plus de 35% des représentants de compagnies étrangères travaillant avec l'Algérie déclarent avoir été obligées de payer des pots-de-vin pour obtenir des contrats publics». Selon l'universitaire, ces chiffres ne disent pas si cette corruption est un fait collectif qui engage l'ensemble des administrations concernées par les adjudications ou imposée par des fonctionnaires corrompus pour leur propre compte. Le thème central de ces deux journées, à savoir la mondialisation, a été marqué par les interventions des professeurs Dahamni qui s'est longuement penché sur ce volet, et Oussalem Ouamar de l'Université de Tizi-Ouzou.

Le premier a évoqué la place de l'Algérie dans l'économie de la mondialisation, expliquant les difficultés de notre pays à se réinsérer dans l'économie mondialisée où il a perdu des parts importantes de marché suite aux choix économiques suivis après l'indépendance et le deuxième a abordé l'impact et les leçons de la mondialisation sur l'économie algérienne.

S. A. M.

BOUIRA

Retrait de confiance au maire de Bechloul

Six élus de la commune de Bechloul, réunis hier au niveau du bureau de l'adjoint au maire, ont décidé de retirer leur confiance à l'actuel P/APC, d'obédience RCD.

D'après le P-V de réunion dont une copie nous a été transmise, ces six élus (3 FNA, 2 RND dont un par procuration et 1 FLN) reprochent au P/APC la persistance du différend existant entre lui et plusieurs autres élus, chose qui a mis l'APC dans une situation de blocage continu depuis 2007 ; la gestion personnelle de la chose publique dont la dernière est l'écartement d'une manière unilatérale de ses adjoints permanents appartenant au FLN, RND et RCD ; la non-prise en charge des propositions des élus pour mettre fin au blocage et enfin ; la gestion de l'APC d'une manière aléatoire et son incapacité à trouver des solutions. Selon ces six élus, après avoir ouvert la séance et étudié le seul point relatif au retrait de confiance à l'actuel P/APC, il a été procédé au vote à main levée qui s'est traduit par le vote à l'unanimité pour le retrait de confiance au P/APC selon l'article 55 du code communal n°08/90 du 7 avril 1990.

Rappelons que le P/APC ainsi que les deux autres élus du RCD n'ont pas assisté à la réunion.

Y. Y.

IL A RÉUNI SON MADJLESS ECHOURA CE WEEK-END

El-Islah dénonce la fermeture du champ politique

Réunissant son madjless-échoura le week-end dernier, El-Islah a fait un constat accablant de la situation politique, sociale et économique du pays.

Dans la déclaration sanctionnant la réunion, El-Islah a dénoncé la fermeture des champs politique et médiatique. Le parti s'étonne, d'autre part, que l'aisance financière que connaît le pays ne profite pas à toutes les couches sociales qui se révoltent de manière souvent violente. Au plan économique, El-Islah déplore que les slogans ne soient pas traduits par des actes qui auraient comme conséquences la redynamisation de l'économie et la création de postes d'emplois stables. Les membres du madjless-echoura estiment également que la corruption a fini par gangrener tous les appareils de l'Etat, en témoignent les affaires de corruption qui éclaboussent plusieurs secteurs.

El-Islah, qui avait déposé auprès du bureau de l'APN un projet de loi sur la criminalisation de l'occupation, a appelé à relancer le débat sur la question tout en dénonçant les attaques dont fait l'objet l'Algérie de la part de «ceux qui veulent glorifier l'occupation française».

Sur un plan purement interne, El-Islah veut resserrer les rangs et gagner davantage de militants tandis qu'il se dit préoccupé par la question palestinienne, l'Irak et l'Afghanistan.

N. I.